

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MALQUIN - Centre de tri & déchetterie**

Zac du Moulin Blanc  
BP50158  
59230 Saint-Amand-Les-Eaux

Références : V2/2026-029  
Code AIOT : 0007001957

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement MALQUIN - Centre de tri & déchetterie implanté ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 01/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection porte sur le respect des prescriptions liées aux différentes procédures nécessaires à la conduite des projets de MALQUIN et du SIAVED :

- exploitation d'une déchetterie temporaire dans le périmètre clôturé du centre de tri de MALQUIN ;
- réduction du périmètre actuel ICPE du site MALQUIN avec cessation des activités ICPE de déchetterie MALQUIN et libération des terrains pour le projet de déchetterie du SIAVED ;
- projet d'exploitation de la nouvelle déchetterie par le SIAVED.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MALAQUIN - Centre de tri & déchetterie
- ZAC du Moulin Blanc 741, rue du Champ des Oiseaux 59230 Saint-Amand-les-Eaux
- Code AIOT : 0007001957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MALAQUIN, implantée à Saint-Amand-les-Eaux, exploite :

- un centre de tri et de regroupement de déchets ménagers et industriels ;
- une déchèterie.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 6 avril 2000. Il a ensuite été autorisé à procéder à l'extension de ses activités par arrêté préfectoral du 22 janvier 2004 complété par arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 novembre 2013 puis du 4 août 2017.

Le site est autorisé à réceptionner 100 000 t/an de déchets non dangereux pour ses activités de tri et de regroupement.

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique :

- 2710-1 : Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.

Suite aux évolutions de la nomenclature ICPE, le site est désormais soumis à enregistrement (ancien régime : autorisation) au titre de la rubrique :

- 2714 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Modifications des conditions d'exploitation – activités de déchèterie | Code de l'environnement du 10/12/2025, article R. 181-46 et R. 512-75-1 | Demande d'action corrective  | 30 jours              |
| 2  | Cessation partielle des activités avec libération de                  | Code de l'environnement du 10/12/2025, article R. 512-39-1, -2 , -3     | Demande d'action corrective  | 30 jours              |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
|    | terrains          |                         |  |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                        | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|-------------------------|-------------------|
| 3  | Exploitation de la déchèterie temporaire | Autre du 11/08/2025     | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les différentes procédures administratives nécessaires à la conduite des projets de MALAQUIN et du SIAVED sont :

- un dossier de porter à connaissance pour l'exploitation d'une déchèterie temporaire dans le périmètre ICPE du centre de tri de MALAQUIN ;
- un dossier de porter à connaissance pour la réduction du périmètre actuel ICPE du site MALAQUIN avec cessation des activités ICPE de déchèterie MALAQUIN et libération des terrains pour le projet de déchèterie du SIAVED ;
- un dossier d'enregistrement ICPE et une nouvelle déclaration ICPE pour la nouvelle déchèterie du SIAVED.

Le dossier de porter à connaissance pour la réduction du périmètre actuel ICPE du site MALAQUIN nécessite d'être modifié.

Le mémoire de cessation partielle d'activité, l'attestation SECUR et l'attestation MEMOIRE nécessitent d'être modifiés et doivent intégrer les obligations de la consultation réglementaire sur l'usage futur réalisée en application des dispositions de l'article R. 512-39-2 ainsi qu'en considérer les résultats.

Les conditions d'exploitation de la déchèterie temporaire respectent les dispositions prévues par le dossier de l'exploitant.

Ces constats conduisent l'inspection des installations classées à formuler 2 faits avec suites administratives, avec demandes d'action corrective.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Modifications des conditions d'exploitation – activités de déchèterie**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/12/2025, article R. 181-46 et R. 512-75-1   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Modifications des conditions d'exploitation – activités de déchèterie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>Article R. 181-46</u><br>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :<br>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;<br>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;<br>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.<br>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.<br><br>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.<br>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.<br>[...]<br><br><u>Article R. 512-75-1</u><br>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.<br><br>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :<br>1° La mise à l'arrêt définitif ;<br>2° La mise en sécurité ;<br>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;<br>4° La réhabilitation ou remise en état. |

Les installations temporaires créées exclusivement pour la réalisation d'opérations relatives à la cessation d'activité sur les terrains concernés sont réglementées en tant que de besoin par arrêté pris dans les formes prévues aux articles R. 181-45, R. 512-46-22 ou L. 512-12.

II.- Les obligations en matière de cessation d'activité relatives à une installation classée dont l'activité est réduite d'une manière telle qu'elle relève d'un autre régime restent celles applicables avant cette réduction d'activité.

Lorsqu'une évolution de la nomenclature des installations classées conduit une installation à relever d'un autre régime, les obligations en matière de cessation d'activité sont celles du nouveau régime applicable.

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1.

VII.- Lorsque la ou les installations concernées par la cessation d'activité continuent d'être le siège d'une activité qui ne justifie plus leur classement au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, les mesures prises sur le fondement du 1° du I et du IV peuvent être adaptées, pour

répondre aux nécessités de l'activité qui continue, selon les modalités précisées par l'arrêté ministériel prévu au III des articles R. 512-39-1, R. 512-46-25 et R. 512-66-1.

## **Constats :**

### Contexte

La déchèterie, exploitée par la société MALAQUIN titulaire de l'autorisation environnementale, assure le service public de gestion des déchets pour la collectivité sous l'égide du Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIAVED) auquel adhèrent 7 intercommunalités.

Les usagers sont autorisés à venir déposer leurs déchets dans la déchèterie sur la base de la carte d'accès délivrée par le SIAVED.

La société MALAQUIN exploite également un centre de tri des déchets non dangereux qui est mitoyen à la déchèterie.

Les 2 entités, déchèterie et centre de tri, sont physiquement séparées néanmoins elles sont encadrées par le même arrêté préfectoral d'autorisation.

La déchèterie relève :

- du régime de la déclaration ICPE pour la collecte des déchets non dangereux ;
- du régime de l'autorisation ICPE pour la collecte des déchets dangereux.

Le SIAVED va reprendre à son compte l'exploitation de la déchèterie avec pour projet de la reconstruire entièrement au droit des terrains de l'actuelle déchèterie et avec une extension sur une partie des terrains du centre de tri MALAQUIN. La nouvelle déchèterie présentera un autre régime ICPE et relèvera :

- du régime de l'enregistrement ICPE pour la collecte des déchets non dangereux ;
- du régime de la déclaration ICPE pour la collecte des déchets dangereux.

Pour assurer la continuité de service, les activités de déchèterie seront temporairement maintenues mais réduites et seront assurées sur le périmètre du centre de tri.

Les différentes procédures administratives nécessaires à la conduite des projets de MALAQUIN et du SIAVED sont :

- un dossier de porter à connaissance pour l'exploitation d'une déchèterie temporaire dans le périmètre clôturé du centre de tri de MALAQUIN ;
- un dossier de porter à connaissance pour la réduction du périmètre actuel ICPE du site MALAQUIN avec cessation des activités ICPE de déchèterie MALAQUIN et libération des terrains pour le projet de déchèterie du SIAVED ;
- un dossier d'enregistrement ICPE et une nouvelle déclaration ICPE pour la nouvelle déchèterie du SIAVED. Cette procédure est portée par le SIAVED et ne concerne pas la présente visite d'inspection des installations exploitées par MALAQUIN.

### Constats de la visite d'inspection du 10/12/2025

La société MALAQUIN a déposé :

- le 05/09/2025, un dossier de porter à connaissance daté du 11/08/2025 pour l'exploitation d'une déchèterie temporaire dans le périmètre ICPE du centre de tri de MALAQUIN.

Ce dossier fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct.

Le respect des dispositions prévues par l'exploitant est examiné au point de contrôle 3.

- le 07/11/2025, un mémoire de cessation partielle d'activité avec libération des terrains pour le projet de déchèterie du SIAVED, référencé KALIES KANO.25.0518 daté du 04/11/2025.

Ce dossier fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct.

L'exhaustivité des démarches accomplies par l'exploitant est examinée au point de contrôle 2.

Le jour de la visite, le dossier de porter à connaissance pour la réduction du périmètre actuel ICPE du site MALAQUIN n'avait pas été déposé.

L'exploitant l'a déposé le 05/01/2026 : dossier « Cession de l'activité de déchetterie » référencé KALIES KANO.25.0287 daté du 19/12/2025.

Ce dossier fera l'objet d'un rapport d'instruction distinct.

Néanmoins en première lecture, le dossier apporte de la confusion à la situation particulière du site en évoquant une « cession » de l'activité déchèterie et une « séparation physique et administrative des activités de centre de tri et de déchèterie ». Or il ne s'agit pas d'une « cession » au sens administratif du terme avec continuité et reprise d'exploitation par le SIAVED (= transfert partiel d'autorisation environnementale).

La démarche administrative retenue par MALAQUIN et le SIAVED en concertation avec les services de l'Etat consiste bien à :

- cesser les activités historiques ICPE de déchèterie (régime de l'autorisation) et libérer les terrains ayant notamment accueilli ces activités après leur remise en état,
- exercer temporairement une activité réduite de déchèterie au sein du centre de tri le temps de reconstruire de nouvelles installations de déchèterie qui seront exploitées, après déroulement de la procédure d'enregistrement, par le SIAVED et sous un régime ICPE différent (régime de l'enregistrement).

Le dossier relatif à la réduction du périmètre ICPE doit être autoportant, refléter la réalité et la particularité de la situation, tracer la chronologie des différents phasages nécessaires à l'accomplissement des différents projets, présenter l'articulation avec les autres procédures menées par l'exploitant rappelées ci-avant (PAC exploitation temporaire, cessation partielle avec libération de terrains,...) et démontrer l'accomplissement des obligations réglementaires par MALAQUIN notamment en matière de cessation d'activité et de libération de terrains avec remise en état.

En plus de la situation « future » présentée dans le dossier qui est erronée au regard des observations formulées ci-avant (projet de « cession »), la situation présentée comme « actuelle » dans le dossier n'est pas davantage pertinente dans la mesure où la cessation d'activité partielle au droit des terrains historiques est au contraire des éléments figurant dans le dossier déjà d'actualité (ATTES SECUR et ATTES MEMOIRE datées du 04/11/2025) et les activités de déchèterie temporaire déjà mises en œuvre.

D'autre part, le dossier affirme que « *L'activité de déchèterie sera cédée auprès du SIAVED mais demeurera équivalente à la situation actuelle* », ce qui est contraire aux éléments présentés ci-avant et figurant dans les différents dossiers dont disposent les services de l'État.



À noter également que les futures limites d'exploitation présentées dans le dossier semblent à géométrie variable (ex : figure 5 vs. figure 6) et nécessitent d'être parfaitement arrêtées.

L'exploitant identifiera les références des parcelles cadastrales concernées : celles restant au sein du périmètre ICPE et celles objet de la réduction du périmètre avec leur superficie, et les matérialisera sur un plan du cadastre.

Enfin il est à noter que le dossier annonce en annexe 3 l'analyse de la conformité du site vis-à-vis de l'arrêté ministériel relatif à la rubrique 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) au seuil d'enregistrement, or la conformité est annoncée dans le dossier vis-à-vis de l'« AM du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques ou électroniques) ».

**Faits avec demande d'action corrective 1:** Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant modifiera son dossier de porter à connaissance pour la réduction du périmètre actuel ICPE du site MALAQUIN compte tenu des observations formulées ci-avant.

L'instruction à venir de ce dossier pourrait également identifier d'autres insuffisances.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Cf. demande directement formulée dans les constats

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 2 : Cessation partielle des activités avec libération de terrains

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 10/12/2025, article R. 512-39-1, -2 , -3

**Thème(s) :** Autre, Cessation partielle des activités avec libération de terrains

**Prescription contrôlée :**

### Article R. 512-39-1

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences

équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

[...]

#### Article R. 512-39-2

I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.

III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.

[...]

#### Article R512-39-3

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.

Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :

1° Les objectifs de réhabilitation ;

2° Un plan de gestion comportant :

a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;

b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance

des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas. Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

[...]

II.- Le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de l'attestation prévue au I vaut accord sur les travaux et les mesures de surveillance des milieux proposés par l'exploitant. Pendant ce délai, le préfet peut demander des éléments complémentaires d'appréciation par décision motivée. Le délai est alors suspendu jusqu'à réception de ces éléments.

[...]

V.- Lorsque le mémoire de réhabilitation exigé au I conclut à l'absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux, et lorsque l'attestation mentionnée au même I confirme la pertinence de

cette conclusion, le silence gardé par le préfet pendant quatre mois après la transmission de cette attestation vaut accord sur cette absence de nécessité de mesures de gestion et de travaux. L'attestation mentionnée au I vaut alors pour l'attestation mentionnée au III.  
[...]

#### **Constats :**

L'exhaustivité des démarches accomplies par l'exploitant dans le cadre de la cessation partielle d'activité avec libération des terrains pour le projet de déchèterie du SIAVED est examinée au présent point de contrôle.

Comme développé au point de contrôle 1, la société MALAQUIN a déposé le 07/11/2025, un mémoire de cessation partielle d'activité avec libération des terrains pour le projet de déchèterie du SIAVED, référencé KALIES KANO.25.0518 daté du 04/11/2025.

Le courrier d'accompagnement daté du 05/11/2025 informait M. le Préfet du calendrier associé à la libération de terrains et aux activités temporaires de déchèterie sur l'emprise du centre de tri pour assurer la continuité de service, objet d'un dossier de porter à connaissance déposé préalablement.

Deux attestations accompagnaient le mémoire :

« ATTES-SECUR : attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité pour des installations mises à l'arrêt définitif » datée du 04/11/2025 et délivrée par la société certifiée KALIES ;

« ATTES-MEMOIRE : attestation d'adéquation des mesures de gestion proposées pour la réhabilitation d'installations mises à l'arrêt définitif », datée du 04/11/2025 et délivrée par la société certifiée KALIES.

Parallèlement, par courrier du 07/11/2025, l'exploitant transmettait au maire de Saint-Amand-Les-Eaux sa proposition d'usage futur pour les terrains libérés : usage de déchèterie et en informait M. le Préfet.

Le jour de la visite d'inspection, aucune réponse n'avait été émise par le maire sur la proposition d'usage futur formulée par l'exploitant. Conformément à l'article R. 512-39-2, « *Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable* ». À date, le délai réglementaire n'est pas échu.

La visite terrain a permis de constater que les terrains libérés par la réduction du périmètre ICPE de MALAQUIN sont vides de tous déchets et des équipements associés (bennes, containers,...) et présentent une limitation d'accès par la présence de barrières et d'un portail cadenassé.

L'inspection souligne que les mêmes incohérences que celles identifiées au point de contrôle 1 pour le dossier de réduction du périmètre ICPE sont identifiées dans ce mémoire, à savoir : cession des activités de déchèterie au SIAVED, activité de déchèterie identique et volumes mis en jeu identiques. Ces incohérences doivent être corrigées dans l'ensemble des documents, y compris dans l'ATTES SECUR et l'ATTES MEMOIRE produites.

Par ailleurs, l'examen de l'ATTES MEMOIRE laisse apparaître que l'usage futur considéré est le suivant :

« Usage futur déterminé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'enregistrement, ou après application des dispositions de l'article R. 512-39-2 ou de l'article R 512-46-26 du code de l'environnement :

*l'article 22.3 « Nature de la remise en état » de l'arrêté préfectoral du site daté du 04/08/2017 précise que « l'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n°6-663 du 19 juillet 1976 modifié ».*

Les prescriptions de l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017 considérées par l'attestation MEMOIRE ne déterminent pas l'usage futur à considérer lors de la cessation d'activité au sens de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.

L'usage futur à considérer n'étant pas défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du site, il doit donc être déterminé par application des dispositions de l'article R. 512-39-2. Si la consultation réglementaire du maire a bien été menée par l'exploitant comme rappelées ci-avant, en revanche elle l'a été postérieurement à la délivrance de l'attestation. De plus les résultats de la consultation réglementaire du maire ne sont pas connus à date, et le délai tacite favorable n'est pas encore échu.

Cette obligation de consultation sur l'usage futur doit figurer dans le mémoire de cessation partielle et les ATTES.

**Faits avec demande d'action corrective 2** : Dans un délai maximum de 30 jours suivant l'échéance de la consultation du maire sur l'usage futur, le mémoire de cessation partielle d'activité, l'attestation SECUR et l'attestation MEMOIRE doivent être corrigés compte tenu des incohérences identifiées précédemment et doivent intégrer les obligations de la consultation réglementaire sur l'usage futur réalisée en application des dispositions de l'article R. 512-39-2 ainsi qu'en considérer les résultats.

L'instruction à venir de ces éléments, une fois complétés, pourrait également identifier d'autres insuffisances.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

|  |
|--|
| Cf. demande directement formulée dans les constats         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                    |

**N° 3 : Exploitation de la déchetterie temporaire**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Autre du 11/08/2025   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Exploitation de la déchetterie temporaire  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Dossier de porter à connaissance « Exploitation d'une déchetterie temporaire » du 11/08/2025</u></p> <p>[...]</p> <p>Le projet prévoit l'implantation temporaire de 7 bennes destinées à accueillir les différents types de déchets actuellement autorisés au sein de la déchetterie, à savoir : cartons, végétaux, métaux, gravats, bois, encombrants et meubles. Il s'agira exclusivement de déchets non dangereux. [...]</p> <p>Chacune des bennes disposera d'une capacité maximale de stockage de 20 m<sup>3</sup>, soit un total maximum de 140 m<sup>3</sup>.</p> <p>Dans la mesure où l'activité de centre de tri de MALAQUIN sera maintenue sans interruption, l'organisation du trafic au droit du site sera temporairement modifiée. L'entrée actuelle en partie nord sera exclusivement dédiée à l'entrée sur site des véhicules légers venant desservir la déchetterie.</p> <p>[...]</p> <p>La zone d'implantation de la déchetterie temporaire est d'ores et déjà imperméabilisée, correspondant à un parking.</p> <p>[...]</p> <p>La déchetterie temporaire sera implantée sur le parking en partie est du site de la société MALAQUIN et sera donc à bonne distance des bâtiments exploités par celle-ci.</p> <p>[...] modélisation présente les flux thermiques liés à l'incendie du stockage du bâtiment central du site et met en évidence l'absence de propagation de ce dernier vers les futures bennes de la déchetterie temporaire.</p> <p>[...]</p> <p>Modélisation de l'incendie des bennes de déchets :</p> <p>distances maximales : 13 m pour les flux thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup></p> <p>La modélisation [...] conclut sur l'absence de risque pour les tiers en dehors du site et l'absence de propagation de l'incendie.</p> <p>[...]</p> <p><u>Pour mémoire : article 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/08/2017</u></p> <p>1.1. - Activités autorisées</p> <p>La Société MALAQUIN, dont le siège social est situé route de Lille à ROSULT (59230), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, sur le territoire de la commune de SAINT-AMAND-LES-EAUX, ZAC du Moulin Blanc :</p> |

- une station de transit et de tri de déchets industriels banals provenant d'installations classées et de matières sèches issues de collectes sélectives d'ordures ménagères;
- une déchetterie

[...]

Ces installations sont visées par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement selon le tableau de classement suivant :

| Rubrique de classement | Libellé de l'installation   | Capacité autorisée           | Classement * |
|------------------------|---|------------------------------|--------------|
| 2710-1a                | <b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b><br>1. Collecte de déchets dangereux :<br>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :<br>a) Supérieure ou égale à 7 t  | 10,07 tonnes                 | A            |
| 2710-2c                | <b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b><br>2. Collecte de déchets non dangereux :<br>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :<br>c) Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> | Volume de 253 m <sup>3</sup> | DC           |

|       |  |  |  |
|-------|--|--|--|
|       |  |  |  |
| [...] |  |  |  |

\* A : installations soumises à autorisation,  
D : installations soumises à déclaration,  
DC : installations soumises à contrôle périodique

#### Constats :

Comme développé au point de contrôle 1, la société MALAQUIN a déposé :

- le 05/09/2025, un dossier de porter à connaissance daté du 11/08/2025 pour l'exploitation d'une déchèterie temporaire dans le périmètre ICPE du centre de tri de MALAQUIN.

Le respect des dispositions prévues par l'exploitant dans ce cadre est examiné au présent point de contrôle.

La visite terrain a permis de constater que les installations de déchèterie temporaire sont exploitées conformément aux dispositions présentées par l'exploitant dans son dossier :

- la zone dédiée aux activités temporaires de déchèterie est implantée conformément au plan d'implantation du dossier, à une distance suffisante des bâtiments et des limites d'exploitation de façon à contenir les flux thermiques dans l'enceinte du site (distance d'effets maximum de 13 m pour les 3kW/m<sup>2</sup>) ;

- la zone dédiée est matérialisée par des barrières au droit d'une zone imperméabilisée en partie Est du site, l'isolant des activités du centre de tri.

Une entrée véhicules avec portail est dédiée à la déchèterie ;

- une barrière d'accès est également opérationnelle de façon à limiter l'accès à 2 véhicules en simultané au niveau de la zone de déchargement ;

- 7 bennes de déchets non dangereux exclusivement (gravats, cartons, bois, métaux, encombrants, déchets verts) sont présentes d'un volume unitaire maximum de 20 m<sup>3</sup> soit 140 m<sup>3</sup> au total (l'arrêté préfectoral autorise un volume maximum de 253 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux). Les bennes sont correctement identifiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite